

Raymond Weber

De quelques penseurs originaux et « innovateurs » sur le développement

La thématique abordée ici : « la pensée originale et « innovatrice » sur la coopération au développement » mériterait sans doute que l'on y consacre un numéro entier de *forum*. Aussi n'essayerons-nous pas d'être complet, mais nous allons nous limiter délibérément à deux auteurs qui ont marqué (et continuent à le faire) les politiques de développement, à savoir Amartya Sen et Esther Duflo. Nous y ajoutons une thématique défendue aujourd'hui notamment par l'Unesco et nombre d'ONG, à savoir la place et le rôle de la culture dans le développement (humain et durable). Beaucoup d'acteurs du développement se mobilisent aujourd'hui pour que la culture soit incluse dans les Objectifs de développement durable (ODD) post-2015.

Amartya Sen

Amartya Sen¹ est né le 3 novembre 1933 à Santiniketan, au Bengale occidental. Après avoir étudié l'économie, mais aussi la philosophie, en Inde et au *Trinity College* à Cambridge, il devient un brillant universitaire qui enseigne, notamment, à la *London School of Economics* et à Harvard. De 1998 à 2004, il dirige le *Trinity College* à Cambridge. En 1998, il reçoit le prix Nobel de l'économie, pour ses contributions à l'économie du bien-être, à l'analyse du choix social, à l'étude économique des famines et à l'évaluation de la pauvreté et des inégalités. Signalons aussi qu'Amartya Sen a travaillé avec la Banque mondiale et avec le Programme des Nations unies pour

le développement (PNUD). Il est par ailleurs président d'honneur d'Oxfam, l'une des grandes ONG internationales.

Cette approche est nouvelle: l'objectif du développement n'est pas la poursuite d'un état quelconque de « bonheur national brut », mais la possibilité pour chacun de poursuivre son bonheur multidimensionnel [...]

Dans l'œuvre foisonnante d'Amartya Sen, on voit constamment réapparaître les thèmes de choix social, de démocratie, de développement, d'identité, de culture, de justice. Deux idées maîtresses ressortent cependant. La première est que l'économie et l'éthique sont indissociables : l'éthique doit être replacée au cœur de l'économie. La seconde idée maîtresses est déduite de ce premier postulat : plutôt que de la richesse ou du bien-être subjectif, l'avantage individuel découle de la liberté réelle que les personnes ont de mener la vie qu'elles ont choisie. C'est cette liberté réelle, qu'Amartya Sen nomme *capability*, qui doit être (re)mise au centre de la démarche éthique en économie. L'approche de Sen, qu'il développe à partir des années 1980, repose sur la distinction entre droits formels (*resources*), droits et libertés réels (*capabilities*) et comportements effectifs (*functionings*). Au cœur de ce dispositif figure une conception particulièrement exigeante de la démocratie, en opposition

avec la théorie néo-classique dominante en économie.

Si le développement humain – concept dont Amartya Sen est le « co-fondateur », avec l'économiste pakistanais Mahbub ul Haq – n'est pas uniquement la croissance du revenu par habitant ni même sa « juste » distribution entre les personnes, qu'est-il donc ? Le titre de *Development as Freedom* dit en trois mots ce que Sen veut faire comprendre : « Le développement peut être considéré comme le processus par lequel les libertés réelles des personnes s'accroissent ». C'est en poursuivant les libertés politiques, sociales et économiques que l'on promeut une société dans laquelle chaque personne peut être l'agent de la formulation et de la réalisation des valeurs qu'elle poursuit, ainsi que son bénéficiaire. Sen laisse à chacun le soin de définir ces valeurs. La liberté pour chacun de les poursuivre, individuellement et collectivement, dans la mesure de leur compatibilité réciproque, est ce que vise le développement. Cette approche est nouvelle : l'objectif du développement n'est pas la poursuite d'un état quelconque de « bonheur national

Raymond Weber, après avoir passé l'essentiel de son activité professionnelle dans l'administration culturelle (ministère de la Culture au Luxembourg, UNESCO, Conseil de l'Europe), a été Directeur général de Lux-Development et responsable de la prospective du développement au Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO/OCDE). Il est vice-président d'Imagine, Institut de Formation aux métiers du cinéma et de l'audiovisuel (Ouagadougou, Burkina Faso).

brut», mais la possibilité pour chacun de poursuivre son bonheur multidimensionnel, grâce aux libertés individuelles et associatives. Le bonheur n'est pas définissable, mais bien la liberté de le poursuivre; c'est donc à l'aune de la liberté que l'on pourra mesurer le développement. La liberté est centrale pour deux raisons: parce qu'elle est le critère global permettant d'évaluer le bien-fondé de toute action, et parce qu'elle est l'état social le plus efficace pour permettre à chacun de contribuer lui-même à la poursuite de son épanouissement.

Amartya Sen conteste les visions réductrices de la pauvreté – qu'il considère comme une « non-liberté » – uniquement fondées sur l'observation du niveau et de l'évolution du revenu par habitant des différents pays. Sa réflexion l'amène à mettre au cœur du processus de développement l'accroissement des « capacités » de l'individu: un ensemble de libertés réelles qui lui permettent d'exploiter ses capacités et d'orienter son existence.

À côté de la richesse monétaire, les travaux de Sen prennent en compte toutes les possibilités économiques, sociales et politiques offertes à l'individu, qui sont directement liées à son état de santé, son niveau d'éducation, son espérance de vie ou encore la possibilité de faire entendre sa voix dans les débats locaux et nationaux. La démocratie devient centrale dans le raisonnement: la question n'est pas de savoir si elle conforte ou non la croissance économique, mais il s'agit d'affirmer qu'elle relève de la définition même d'un développement qui prend en compte les aspirations de l'individu.

Par rapport à une approche utilitariste et simplement quantitative de la pauvreté, axée sur le revenu monétaire, Amartya Sen a enrichi considérablement la compréhension des phénomènes de pauvreté: à un principe d'égalité fondé sur les résultats de l'initiative individuelle ou sur les accomplissements, il a substitué l'égalité dans la liberté d'accomplir, la faculté pour chacun d'exprimer ou de valoriser son potentiel, dans un environnement social donné. Sen reconnaît que la « capacité » ou la liberté d'entreprendre peut être très différente selon les personnes. Il n'est pas égalitariste au sens traditionnel du terme: le problème de

l'équité se pose sur un fonds de différences entre individus. Ces différences viennent de l'hétérogénéité humaine (psychologie, éducation, capital social, richesse) mais aussi des ouvertures que permet l'environnement social et naturel (isolement, sécurité physique, proximité des marchés, des infrastructures publiques, etc.). Il propose donc une définition multidimensionnelle de la pauvreté, à la fois individuelle et sociale, à partir de laquelle il cherche à identifier les critères d'équité sur lesquels fonder une société éthiquement satisfaisante. La problématique de Sen conduit à mieux articuler l'individuel et le collectif, l'économique et le social. En poussant aussi à

Dufflo décrit sa méthode de travail comme « vraiment micro. Mes projets portent toujours sur une question simple, épurée, qui a trait à la réaction des gens dans un contexte précis ».

mieux articuler le court terme et le long terme, elle contribue à éclairer l'exigence féconde, même si elle n'est pas toujours dénuée d'ambiguïté, du développement durable. Avec le développement durable, l'optique économique s'élargit heureusement à la solidarité souhaitable entre générations, à de nouvelles normes de comportement, éthiques, environnementales, etc., à une meilleure compréhension entre les mécanismes du marché et les questions de distribution ou de redistribution.

La tentative d'Amartya Sen de réarticuler les enjeux de croissance et d'équité a sans doute surtout un impact dans les pays eux-mêmes en développement. Elle a légitimé des politiques nouvelles de redistribution, qui ne sont plus axées sur le seul transfert de revenus, par des moyens fiscaux, mais sur l'acquisition par les pauvres de « ressources » nouvelles qui vont les aider dans la durée à obtenir un meilleur revenu: l'éducation d'abord, mais aussi la santé, par exemple.

Esther Dufflo

Esther Dufflo² est née le 25 octobre 1982 à Paris. Ancienne normalienne, elle enseigne l'économie du développement au MIT, à Cambridge (Massachusetts) où

elle co-dirige aussi le J-Pal (Abdul Latif Jameel Poverty Action Lab). En 2008, elle a inauguré la chaire « Savoirs contre pauvreté » au Collège de France. En 2010, elle a reçu la médaille John Bats Clark. Depuis 2012, elle est membre du President's Global Development Council (qui conseille le président Barack Obama et son gouvernement). Enfin, le magazine américain *Foreign Policy* la fait figurer, depuis 2008, parmi les 100 premiers intellectuels mondiaux.

La singularité du point de vue d'Esther Dufflo tient à son pragmatisme. Plutôt que de réfléchir de manière abstraite à la réduction de la pauvreté, elle commence par évaluer concrètement et localement l'efficacité des programmes mis en œuvre: « Il n'y a pas de 'solution magique'. La solution n'est ni à l'ONU, ni dans la fin du capitalisme, ni dans le renversement des dictatures... Elle repose sur l'action quotidienne de beaucoup de gens. Il faut multiplier les programmes efficaces en prenant toujours le temps de regarder dans le détail quel problème on veut résoudre, et non pas quelle solution on veut plaquer. »

Dufflo décrit sa méthode de travail comme « vraiment micro. Mes projets portent toujours sur une question simple, épurée, qui a trait à la réaction des gens dans un contexte précis ». Elle cherche en général à savoir quel effet un programme donné dans un pays en développement a eu sur les pauvres à qui il était censé bénéficier. Elle recueille des masses de données sur le terrain, avec la collaboration d'ONG et d'universitaires locaux, et soumet ensuite ces données à une analyse économétrique rigoureuse pour mesurer l'effet du programme. Même si elle qualifie ses questions de « simples », son objectif est loin de l'être. En effet, les travaux de Dufflo et de ses collègues remettent en question certaines des hypothèses favorites sur lesquelles reposent bien des politiques de développement, p. ex. que « l'accélération de l'accumulation du capital humain s'accompagne forcément de croissance économique. »

Selon Dufflo, le domaine de l'économie du développement a connu un regain d'intérêt au cours des dix dernières années, car « on a compris que la pauvreté modifie les

motivations des gens et les contraintes qui pèsent sur eux». Si elle croit toujours que le modèle de l'*homo economicus* – l'agent rationnel, égal à lui-même, intéressé et prospectif de l'économie néoclassique – est très utile pour expliquer le comportement économique, elle pense toutefois qu'il n'explique pas tout; les économistes doivent impérativement s'intéresser davantage aux autres forces qui influencent les décisions, comme le manque d'information, les difficultés à traiter l'information ou même l'inertie.

Duflo et deux de ses collègues du MIT, Abhijit Banerjee et Sendhil Mullainathan, ont créé, il y a quelques années, le Poverty Action Lab, qui finance des évaluations randomisées³ de projets. L'objectif est d'établir une nouvelle norme d'évaluation rigoureuse pour répondre à des questions fondamentales, par exemple savoir quels sont les moyens les plus efficaces de réduire la propagation du sida, d'améliorer la scolarisation des filles et de promouvoir la sécurité alimentaire. Selon ces trois économistes, le recours à des essais randomisés pour évaluer la politique sociale – tout comme le fait la profession médicale pour évaluer de nouveaux médicaments – «donnera des réponses transparentes et scientifiquement vérifiées» et «pourrait fortement améliorer les politiques de lutte contre la pauvreté et engendrer un appui à long terme à celles-ci».

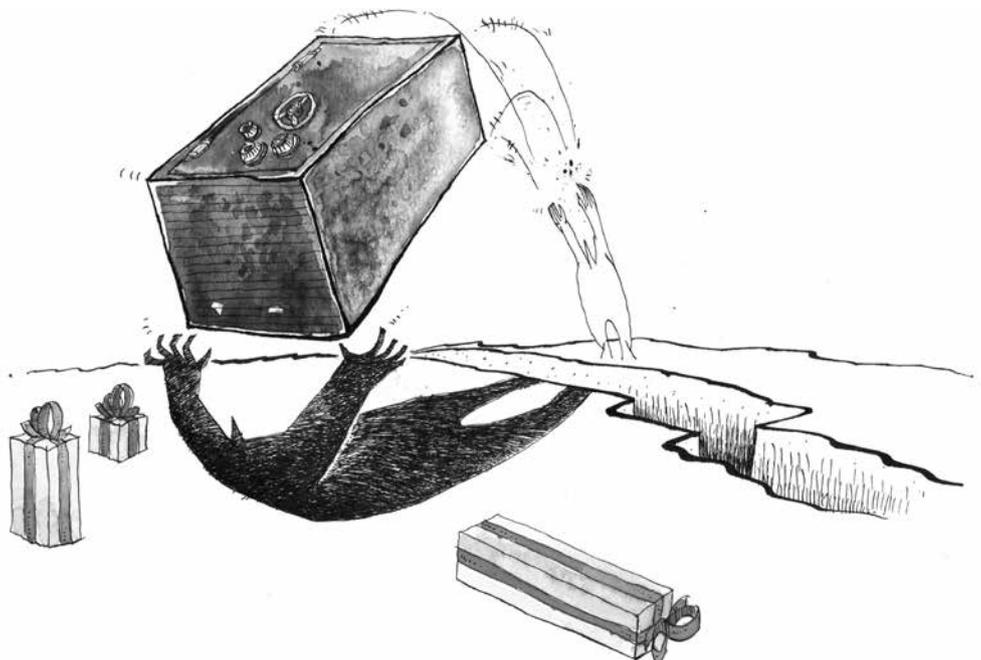
Esther Duflo estime que, contrairement aux politiques de la Banque et du Fonds monétaire international (FMI) qui préconisent «l'aide budgétaire», le Millennium Challenge Account de l'administration américaine «a une cohérence interne, car ce fonds ne fournira une aide budgétaire générale qu'aux pays qui fonctionnent raisonnablement bien», ceci pour garantir que cet argent sera dépensé à bon escient. Mais elle reproche à cette démarche de «marginaliser les pauvres» des pays qui ne fonctionnent pas bien – en rendant la population de ces pays comptables de l'action de dirigeants qu'elle n'a peut-être pas élus – et d'user de «critères idéologiques, imprécis et malléables» pour déterminer si un pays fonctionne bien ou non. Même les pays qui ne fonctionnent pas bien doivent continuer à recevoir de l'aide, affirme Duflo, peut-être «par le biais de programmes très ciblés qui peuvent être évalués».

Une stratégie de développement ne saurait être efficace sans une évaluation rigoureuse des projets, estime Duflo, qui ne cherche pas à promouvoir un programme particulier, mais bien à «faire comprendre aux organisations internationales qu'elles ont pour responsabilité de montrer ce qui marche et ce qui ne marche pas. Cette connaissance est un bien public international, car une fois que l'on découvre qu'une chose fonctionne, on peut au moins supposer qu'elle pourrait fonction-

ner ailleurs.» Duflo espère que les organisations internationales redoubleront d'efforts pour évaluer rigoureusement leurs projets et ceux des autres; «il s'agit de se demander non seulement si le programme s'est déroulé comme prévu – question certes très importante en soi –, mais aussi si les objectifs ont été atteints».

Selon Esther Duflo, on voit clairement qu'il est possible d'améliorer l'éducation et la santé dans les pays pauvres, mais qu'une grande partie des problèmes sont issus de problèmes de gouvernance: au niveau national/centralisé, les programmes sont trop vagues, peu structurés et ne peuvent donc pas s'adapter aux spécificités des domaines et des géographies qu'ils sont censés couvrir. Les systèmes centralisés ont tendance à simplement allouer plus de ressources (financières ou humaines) à ce qu'ils font déjà, alors que les ONG sont génératrices d'innovations qui, si elles ne peuvent pas forcément être répliquées partout, ont le mérite de fonctionner à petite échelle, et surtout, de montrer ce qui peut fonctionner. Ce qui permet d'éclairer la réflexion sur les objectifs et les moyens à donner aux systèmes éducatif et de santé, intimement mêlés.

Dans *Le développement humain*, Esther Duflo traite de questions d'éducation et de santé, alors que, dans *La politique de l'autonomie*, elle étudie la micro-finance,



puis la gouvernance et la corruption. Dans chaque domaine, les problèmes sont cernés, hiérarchisés puis abordés avec réalisme et une étonnante inventivité dans les solutions testées. La méthode est rigoureuse, les effets sont observés au plus près des personnes dans les villages, souvent avec l'aide d'ONG reconnues localement. Les expérimentations concernent surtout l'Inde et l'Afrique, mais aussi le Mexique, la République dominicaine, Madagascar et parfois des pays du Nord. Esther Duflo pose alors la question ultime : ne faut-il pas, d'abord, modifier les objectifs de l'école pour ne pas tout promettre et ne rien réaliser ? Concernant les questions de santé, elles sont essentiellement abordées sous l'angle de la prévention puisqu'il est prouvé que le recours à la médecine préventive (vaccination des enfants, lutte contre le sida) reste faible même lorsqu'elle est disponible et gratuite, alors que les familles dépensent beaucoup pour des soins souvent inutiles voire dangereux, prodigués par des médecins parfois auto-proclamés. La démarche est ici aussi très construite et, comme pour l'enseignement, les facteurs explicatifs sont passés au crible dans un enchaînement limpide d'expérimentations détaillées, qui permettent d'identifier les impasses et de proposer des pistes concrètes d'évolution.

Dans *La politique de l'économie*, Esther Duflo affronte le dernier slogan à la mode :

« les pauvres doivent s'aider eux-mêmes »⁴. Elle présente des études permettant de répondre à la question : le microcrédit permet-il de réduire la pauvreté (comment et pourquoi) ? Elle fait enfin état de recherches récentes, également basées sur la méthode expérimentale, pour déterminer si le fait de donner plus de pouvoir aux autorités locales permet de diminuer la corruption et d'améliorer la gouvernance. Avec une écriture simple, des raisonnements précis, des exemples concrets, Esther Duflo nous propose une démarche constructive permettant d'aborder des questions complexes par une méthode scientifique et de dépasser des débats généraux à caractère trop souvent idéologique.

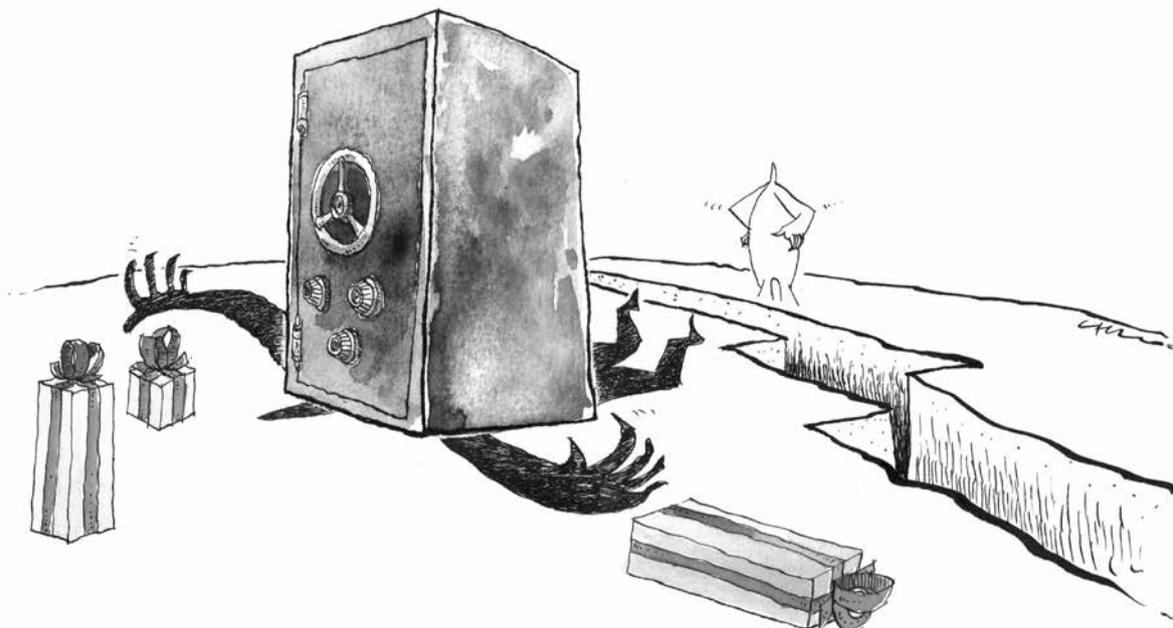
Culture et développement (durable)⁵

Comme l'a montré l'échec des projets menés depuis les années 1970, le développement n'est pas synonyme de la seule croissance économique. Il est un moyen d'accéder à une existence intellectuelle, affective, morale et spirituelle satisfaisante : comme tel le développement est indivisible de la culture. Le renforcement de la prise en compte de la culture dans les projets de développement durable est un objectif qui a débuté dans le cadre de la Décennie mondiale pour le développement culturel, organisée par l'Unesco (1988-1998). Depuis, des progrès ont été accomplis grâce à un cadre d'ensemble normatif et des outils

de démonstration : statistiques culturelles, inventaires, cartographie nationale et régionale des ressources culturelles.

Le défi à relever est de convaincre décideurs politiques et acteurs sociaux locaux, nationaux et internationaux d'intégrer les principes de la diversité culturelle et les valeurs du pluralisme culturel dans l'ensemble des politiques, mécanismes et pratiques publiques, via notamment des partenariats publics/privés. Il s'agit d'ancrer la culture dans toutes les politiques de développement, qu'elles concernent l'éducation, les sciences, la communication, la santé, l'environnement ou le tourisme et de soutenir le développement du secteur culturel par le biais des industries créatives : ainsi, en contribuant à l'atténuation de la pauvreté, la culture est-elle un atout pour la cohésion sociale.

Le document final du Sommet sur les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) 2010¹, publié dix ans après la Déclaration du millénaire, a souligné l'importance de la culture pour le développement et sa contribution à la réalisation des Objectifs du millénaire pour le Développement. Ces messages essentiels ont été répétés dans les deux résolutions consécutives sur « Culture et Développement » de l'Assemblée générale des Nations unies en 2010 et en 2011. Celles-ci ont appelé à l'intégration de la culture dans les stratégies



et les politiques de développement et ont souligné la contribution intrinsèque de la culture au développement durable.

L'agenda post-2015 devrait prendre en compte les leçons à retenir sur les deux manières dont la culture favorise le développement durable : en tant que moteur et en tant que catalyseur. Durant la dernière décennie, des statistiques, des indicateurs et des données relatifs au secteur culturel et aux activités opérationnelles ont mis en évidence le fait que la culture pouvait être un puissant moteur pour le développement via des impacts social, économique et environnemental à l'échelle communautaire. Notons surtout la contribution du secteur culturel à l'économie et à la réduction de la pauvreté. Le patrimoine culturel, les industries culturelles, le tourisme culturel durable et l'infrastructure culturelle peuvent servir d'outils stratégiques permettant de produire des revenus, en particulier dans les pays en développement souvent en raison de leur riche patrimoine culturel et de leur importante main-d'œuvre.

Promouvoir ce secteur nécessite des investissements en capital limité, implique de faibles barrières à l'entrée et peut avoir un impact direct sur les populations vulnérables, notamment sur les femmes. Le développement conduit par la culture comprend également une variété d'avantages non monétaires. Ceci peut se traduire par une plus grande insertion sociale et un meilleur enracinement, une meilleure « résilience⁷ », innovation et créativité ainsi qu'un meilleur esprit d'entreprise chez les individus et dans les communautés ainsi que par l'utilisation de ressources locales, des compétences et des connaissances. Respecter et soutenir les expressions culturelles contribuent à renforcer le capital social d'une communauté et favorisent la confiance dans les institutions publiques. Les facteurs culturels influent également sur les modes de vie, les comportements individuels, les modes de consommation, les valeurs liées à la gestion de l'environnement et notre interaction avec l'environnement naturel. Les systèmes de connaissance locale et autochtone ainsi que les pratiques de gestion de l'environnement

fournissent des informations et des outils précieux pour relever les défis écologiques, prévenir la perte de la biodiversité, réduire la dégradation des terres et atténuer les effets du changement climatique. Les projets onusiens inter-agences, tout comme les programmes de plusieurs bailleurs de fonds du Nord (Espagne surtout) ont concrètement démontré le pouvoir de la culture en matière d'égalité des genres, de préoccupations sanitaires et environnementales, dans les défis relevés dans les domaines de l'éducation et des moyens de subsistance. Ces projets ont, par ailleurs, créé des emplois, des nouvelles opportunités de marché et des niveaux de revenus supérieurs. Ils ont amélioré les conditions de vie, encouragé une croissance économique fondée sur la communauté et contribué à l'autonomisation des individus.

Par ailleurs, les approches basées sur la culture ont concrètement démontré comment il était possible de traiter la pauvreté à la fois sous l'angle économique et sous l'angle des droits humains tout en fournissant des solutions aux problèmes com-

En finir avec les inégalités extrêmes

Confiscation politique et inégalités économiques

C'est sous ce titre que la Confédération Oxfam vient de publier, fin janvier, à quelques jours de l'ouverture du Forum de Davos de 2015, un document d'une trentaine de pages qui devrait faire réfléchir des décideurs économiques et politiques réunis à Davos.

En novembre 2013, le Forum économique mondial avait publié un Rapport Outlook on the Global Agenda 2014, dans lequel il classait les disparités de revenus grandissantes au 2e rang des plus grands risques pour 2014. Ces inégalités croissantes affectent en effet tant la stabilité sociale au sein des pays que la sécurité dans le monde.

Aujourd'hui, près de la moitié des richesses mondiales sont détenues par seulement 1% de la population. Par ailleurs, la moitié la moins riche de la population mondiale possède la même richesse que les 85 personnes les plus riches du monde. Enfin, 7 personnes sur 10 vivent dans un pays où l'inégalité économique a augmenté au cours des 30 dernières années.

Ces inégalités économiques extrêmes sont néfastes et inquiétantes : elles ne sont pas seulement moralement inacceptables, mais

ont des conséquences négatives sur la croissance économique et la réduction de la pauvreté, tout en exacerbant les problèmes sociaux. Elles aggravent, par ailleurs, d'autres inégalités, comme celles entre les hommes et les femmes.

Ce scandale devrait non seulement nous indigner, mais nous pousser aussi à l'action. Tous les pays devraient se doter de politiques radicales et cohérentes pour lutter contre la pauvreté et contre les inégalités, en condamnant la corruption et l'évasion fiscale, en taxant plus le capital et moins le travail, en instaurant des salaires minimums vitaux ou encore en mettant en place une couverture universelle en matière de soins de santé, d'éducation et de protection sociale des citoyens. Par ailleurs, une plus grande régulation des marchés devrait promouvoir une croissance plus équitable et plus durable. Enfin, il serait nécessaire de prendre « des mesures pour juguler la capacité des plus riches à influencer sur les processus et les politiques servant leurs intérêts ».

Raymond Weber

plexes de développement d'une manière novatrice et multisectorielle. En effet, la culture a un pouvoir de transformation des méthodes existantes de développement, contribuant ainsi à élargir les termes du débat actuel et à rendre le développement plus adapté aux besoins de la population. Les interventions de développement – qui tiennent compte du contexte culturel et des particularités d'un lieu et d'une communauté et promeuvent une approche du développement centrée sur l'être humain – sont plus efficaces et susceptibles de produire des résultats durables, complets et équitables.

Par ailleurs, reconnaître et promouvoir le respect de la diversité culturelle au sein d'une approche fondée sur les droits humains, peut faciliter le dialogue, prévenir les conflits et protéger les droits des groupes marginalisés, au sein et entre les nations, créant ainsi des conditions optimales à la réalisation des Objectifs de développement. La culture, vue sous cet angle, rend le développement plus durable. Il semble donc plus que souhaitable de capitaliser sur le potentiel de la culture au-delà de 2015. La culture a une dimension transversale et intersectorielle et, à ce titre, affecte tous les aspects du développement. Mais le programme de développement post-2015 devrait également reconnaître la contribution spécifique de la culture – en tant que secteur englobant patrimoine matériel et immatériel, industries culturelles et créatives et infrastructures culturelles – à l'égard du développement durable dans le cadre de la réduction de la pauvreté, de l'intégration sociale et de l'environnement durable.

La culture a été définie comme résultat du PNUAD Programme des Nations unies pour l'aide au développement (PNUAD) dans plusieurs pays. En effet, comme le rapport du secrétaire général de l'ONU de 2010 sur « la Culture et le développement » l'a montré, 18 organisations onusiennes travaillent dans le domaine de la culture ou adoptent régulièrement des approches basées sur la culture⁸.

On ne peut donc qu'espérer que la culture figurera parmi les nouveaux Objectifs de Développement Durable (ODD). Peut-être la présidence luxembourgeoise du

Conseil de l'union européenne, au moment de cette discussion aux Nations unies, pourra y contribuer! ♦

1 Quelques œuvres marquantes d'Amartya Sen *L'Idée de Justice*, Flammarion, 2010. *La Démocratie des Autres*, Payot, 2005. *L'Economie est une science morale*, La Découverte, 2004. *Un nouveau modèle économique: Développement, Justice, Liberté*, Odile Jacob, 2003. *Repenser l'inégalité*, Seuil, 2000 ; *Development as Freedom*, Oxford University Press, 1999. *Ethique et Economie*, PUF, 1993. *Commodities and Capabilities*, Oxford India Paperbacks, 1987. Amartya Sen a participé, par ailleurs, à deux Rapports importants: le Rapport sur le Développement humain du PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement) de 2004 : la liberté culturelle dans un monde diversifié. Le Rapport *Richesse des Nations et bien-être des individus*, dit aussi Rapport Stiglitz/Sen/Fitoussi, Odile Jacob 2009 .

2 Quelques œuvres d'Esther Duflo: *Expérience, science et lutte contre la pauvreté*, Paris, Collège de France/Fayard, 2009. *Le développement humain. Lutter contre la pauvreté (I)*, Paris, Le Seuil / République des idées, 2010. *La politique de l'autonomie. Lutter contre la pauvreté (II)*, Paris, Le Seuil / République des idées, 2010. Avec Abhijit V. Banerjee : *Repenser la pauvreté*, Paris, Le Seuil / Les Livres du Nouveau Monde, 2012. Par ailleurs, de nombreuses études d'Esther Duflo ont été publiées par le National Bureau of Economic Research, Cambridge, Massachusetts.

3 Une étude randomisée est l'étude d'une action de développement au cours de laquelle les participants sont répartis de façon aléatoire dans le groupe témoin et le groupe expérimental.

4 Signalons, à ce titre, qu'Esther Duflo est très critique à l'égard du livre de Dambisa Moyo: *l'aide fatale* (2009).

5 Quelques textes autour de « culture et développement (durable) »: *Diversité culturelle et biodiversité pour un développement durable*, UNESCO, 2003. *Agenda 21 de la Culture*, adoptées en 2004 (Barcelone), par la CGLU (Cités et Gouvernements Locaux Unis). Voir www.agenda21culture.net. *La Convention pour la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles*, UNESCO (Paris, 2005). *Commission européenne: la culture comme acteur de développement économique et social*. Rapport final (Patricio Jeretic), Bruxelles novembre 2009. *Commission européenne: Culture et Développement social et humain*, Bruxelles 2010. *Equipe spéciale du système des Nations Unies sur l'Agenda de Développement post-2015: culture: moteur et catalyseur de développement durable*, mai 2012. Déclaration de Hangzhou (Chine): *mettre la culture au cœur du développement durable*, mai 2013. ECOSOC : *le rôle de la culture dans le développement durable*, 2013. *European Think Tanks Group : Our collective Interest*, Bruxelles septembre 2014. Déclaration pour l'inclusion de la culture dans les objectifs de développement durable, Texte présenté par toute une série d'importantes ONGs, telles que IFACCA (Fédération internationale des arts et agences culturelles), Agenda 21 de la culture (CGLU), FIDC (Fédération internationale des coalitions pour la diversité culturelle, Culture Action Europe, ARTerial, Conseil international de la Musique (CIM/IMC), Conseil international des monuments et sites (ICOMOS), Culture & Développement (Grenoble), 2014 ;

6 Il s'agit des résolutions 65/166 (2010) et 66/208 (2011)

7 La résilience était l'un des thèmes principaux des dernières Assises de la coopération (avril 2014)

8 Alors qu'il y a cinq ans, la culture n'était mentionnée que dans 30 % des PUND, elle est aujourd'hui mentionnée dans 70 % d'entre eux.

Le prochain rendez-vous de Cinéma du Sud:

le 11 février 2015 à 18h30
au Ciné Utopia

Le Tibet intérieur

Documentaire
(Inde/Canada, 2013) 61 min.
Réalisation: Eva Cirnu

Where should the birds fly

(Palestine, 2013)
Réalisation: Fida Qishta

La projection des deux films est suivie d'un débat

Action Solidarité Tiers Monde (ASTM), Aide à l'Enfance de l'Inde, Amis du Tibet, ATTAC Luxembourg, Bridderlech Deelen, Caritas, Chrétiens pour le Sahel, Comité pour une Paix Juste au Proche Orient (CPJPO), Croix Rouge, Fondation Follereau Luxembourg, Frères des Hommes, Kinderothilfe, SOS Faim, SOS Sahel, SOS Villages d'Enfants Monde, Terres des Hommes.